

Quelle politique climatique au sein de l'Union européenne ? Analyse de la corrélation entre émissions de gaz à effet de serre et dépenses liées au climat

jeudi 18 mars 2021, par [Amandine MEDARD](#), [Elena RONEY](#), [Jeanne FOURQUIER](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Amandine MEDARD](#), [Elena RONEY](#), [Jeanne FOURQUIER](#), **Quelle politique climatique au sein de l'Union européenne ? Analyse de la corrélation entre émissions de gaz à effet de serre et dépenses liées au climat**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 18 mars 2021.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

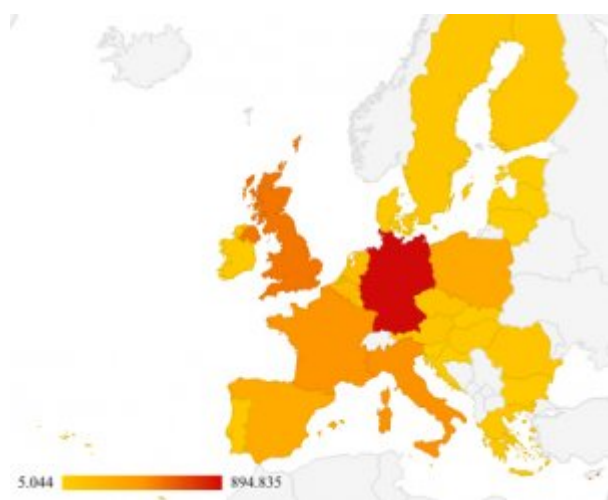
Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Les pays de l'Union européenne sont-ils homogènes en matière d'émissions de gaz à effet de serre et dépenses liées au climat ? Voici deux cartes commentées pour répondre : Émissions de gaz à effet de serre en MtCO₂ en 2018 au sein de l'Union européenne ; Contribution à l'engagement international de 100 milliards de dollars (USD) pour les dépenses liées au climat en millions d'euros en 2017 au sein de l'Union européenne.

Émissions de gaz à effet de serre en MtCO₂ en 2018 au sein de l'Union européenne



La première carte permet d'observer l'émission de gaz à effet de serre (GES) en MtCO₂ (MtCO₂ = 1 million de tonnes de CO₂) en 2018 dans les États membres de l'Union européenne (UE).

De quoi s'agit-il ?

Cet indicateur mesure les émissions nationales totales (des secteurs ESD et ETS), y compris l'aviation internationale du soi-disant « panier de Kyoto » de gaz à effet de serre, dont le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), et ce que l'on appelle le gaz fluorés (hydrofluorocarbones, perfluorocarbones, d'azote (NF₃ trifluorure) et l'hexafluorure de soufre (SF₆)] provenant de tous les CCNUCC secteurs (y compris l'aviation internationale, à l'exclusion de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (LULUCF)) . Selon chaque gaz individuel de potentiel de réchauffement de la planète (PRP), ils s'intègrent dans un seul indicateur exprimé en unités d'équivalents CO₂. Les données relatives aux émissions sont présentées chaque année par les États membres de l'Union européenne dans le cadre de l'établissement de rapports au titre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

[L'émission de GES](#) moyenne s'élève en 2018 à 151,63 MtCO₂. Néanmoins, un écart de 889,781 MtCO₂ existe entre Malte, qui est le pays émettant le moins de GES de [l'Europe communautaire](#) avec 5,0444 MtCO₂, et l'Allemagne fédérale, le pays en émettant le plus avec 894,8354 MtCO₂. A partir de ces disparités peuvent être distingués **quatre groupes**, par ordre croissant :

Le groupe 1, en-dessous de 25 MtCO₂, comprend huit pays : Malte (5,0444), Chypre (8,2255), Lettonie (12,886), Estonie (18,2608), Slovénie (18,6594), Croatie (22,0713), Lituanie (22,975) et Luxembourg (23,5464).

Le groupe 2, de 25 à 110 MtCO₂, compte douze pays : Bulgarie (40,6942), Irlande (42,3408), Slovaquie (48,5459), Danemark (52,9472), Portugal (60,6391), Grèce (65,7664), Hongrie (66,2685), Finlande (66,6598), Suède (71,974), Roumanie (75,6422), Autriche (94,5875) et République Tchèque (107,0952).

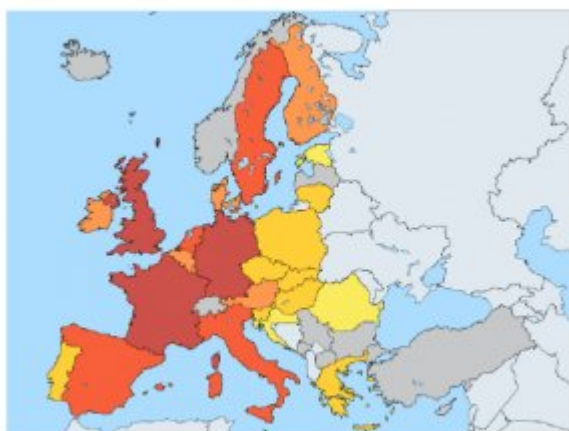
Le groupe 3, de 110 à 310 MtCO₂, est constitué de quatre pays : Pays-Bas (155,4709), Belgique (178,0948), Espagne (302,2733) et Pologne (306,9746).

Le groupe 4, au-dessus de 310 MtCO₂, comprend quatre pays : France (458,7536), Italie (467,8574), Royaume-Uni (556,4977) et Allemagne (894,8354).

Contribution à l'engagement international de 100 milliards de dollars (USD) pour les dépenses reliées au climat en millions d'euros en 2017 au sein de l'Union européenne

Contribution à l'engagement international de 100 Mrd USD pour dépenses reliées au climat (source: DG CLIMA, EIONET)

millions d'EUR par pays - 2017



Légende

0 - 100	100 - 1000	1000 - 2000
2000 - 10000	10000 - 67256	Non disponible

Visitez [malmeat.be](#) pour plus d'informations

La seconde carte permet d'observer la contribution des [États membres de l'Union européenne](#) à l'engagement international de 100 milliards de dollars (USD) pour les dépenses liées au climat en millions d'euros en 2017.

De quoi s'agit-il ?

Cet indicateur mesure le montant total dépensé sur le budget annuel des États membres de l'UE, ainsi que de la Commission européenne et de la Banque européenne d'investissement, afin de contribuer à l'engagement de 100 milliards de dollars internationaux pour la lutte contre le changement climatique dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La 21^e conférence des parties de la CCNUCC à Paris, a demandé instamment aux parties des pays développés de « renforcer leur niveau de soutien financier, avec une feuille de route concrète pour atteindre l'objectif de fournir conjointement 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour l'atténuation et l'adaptation de technologies appropriées et à fournir davantage de soutien et de renforcement des capacités.

La contribution financière moyenne de l'UE s'élève en 2017 à 596,99 millions d'euros. Un écart conséquent de 6 729,58 millions d'euros est cependant à noter entre la Croatie qui est le pays membre avec la contribution financière la moins élevée de l'Europe communautaire, qui est de 0,02 millions d'euros, et l'Allemagne, qui est le pays avec la contribution financière la plus importante, s'élevant à 6729,6 millions d'euros. Soulignons que le nombre d'habitants, la quantité produite et les modes de production diffèrent d'un pays à l'autre. A partir de ces disparités peuvent être distingués **cinq groupes** ordonnés par ordre croissant :

Le groupe 1, entre 0 et 1 million d'euros exclu, comprend quatre pays : Croatie (0,02), Malte (0,16), Estonie (0,62) et Roumanie (0,86).

Le groupe 2, entre 1 et 14 millions d'euros exclus, comprend huit pays : Lituanie (1,48), Portugal (2,17), Slovaquie (3,63), Slovénie (3,75), Pologne (4,29), Grèce (4,59), Tchéquie (7,07) et Hongrie (13,98).

Le groupe 3, entre 14 et 200 millions d'euros exclus, comprend six pays : Luxembourg (40,43), Irlande (64,47), Belgique (104,92), Finlande (119,38), Autriche (164,14) et Danemark (181,72).

Le groupe 4, entre 200 millions et 1 milliard d'euros exclus, comprend quatre pays : Pays-Bas (405,44), Suède (515,04), Espagne (529,06) et Italie (632,62).

Le groupe 5, entre 1 et 7 milliards d'euros exclus, comprend trois pays : Royaume-Uni (1 017,82), France (4 377,33) et Allemagne (6 729,6)

A partir de la carte présentant les émissions de GES par pays, il est possible d'observer que les

groupes 3 et 4, qui représentent les pays les plus pollués en termes d'émission de CO₂, sont constitués en majorité par les pays les plus riches de l'UE. C'est en Europe de l'Ouest que les pays émettent le plus de GES. A l'inverse, dans les pays de l'Est où le PIB est moins élevé, les émissions paraissent moindres, relativement aux voisins de l'Ouest. Bien que les pays **les plus riches soient les plus pollués, ils sont également les plus gros contributeurs en termes de dépenses favorables à l'écologie**. Ainsi les trois derniers groupes contribuant le plus pour le climat sont-ils constitués par les pays possédant les plus importants PIB de l'UE. Les pays de l'Est contribuent moins que les pays de l'Ouest, mais ils polluent globalement moins (exceptée la Pologne, deuxième pollueur en termes d'émissions de CO₂ provenant du charbon, après l'Allemagne). Ces disparités entre les pays de l'Ouest et de l'Est s'expliquent par le fait que la majorité des émissions de GES proviennent de la production d'énergie. Les pays les plus riches, du Nord et de l'Ouest de l'UE sont les plus gros investisseurs en termes de capital, par rapport aux pays plus modestes de l'Est, et produisent ainsi plus d'énergie, entraînant davantage d'émission de GES. Ajoutons que l'étude de l'impact par habitant apporterait des informations complémentaires significatives.

L'UE représente moins de 10% des émissions de GES mondiales (9,6%), tandis que l'Asie et l'Amérique du Nord constituent respectivement 47,5% et 17,2% des émissions.

Pour aller plus loin

L'Union européenne se situe loin derrière [l'Asie](#) et [l'Amérique du Nord](#) en termes d'émissions de GES. En 2016, l'UE représente moins de 10% des émissions de GES mondiales (9,6%), tandis que l'Asie et l'Amérique du Nord constituent respectivement 47,5% et 17,2% des émissions.

De plus, des sommets internationaux sont organisés afin de parvenir à des accords pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le protocole de Kyoto, signé le 11 décembre 1997 au Japon et entré en vigueur en 2005, engage les pays ayant ratifié l'accord à réduire les émissions de GES de 5,2 % par rapport au niveau de 1990 à échéance 2008 - 2012. Les pays de l'Union européenne et l'Islande ont fixé dans ce cadre un objectif de réduction des émissions de 20 % par rapport à 1990 d'ici à 2020. Objectif atteint car en 2018, les émissions de gaz à effet de serre avaient été réduites de 23 %, soit trois points de pourcentage de plus que l'objectif initial de 20 %, selon les chiffres officiels. Pour respecter ces engagements, l'UE a mis en place plusieurs mesures, comme un marché du carbone, nommé *European Union Emission Trading System* (EU ETS), qui permet d'échanger des droits d'émission de CO₂ de la même manière que des titres financiers. Lors de la COP21 à Paris en 2015, de nouveaux objectifs ont été décidés, et une mobilisation de 100 milliards de dollars par an par les pays développés, de source publique et privée, établie.

A l'échelle citoyenne, les Européens eux-mêmes semblent posséder une certaine conscience écologique. D'après l'*Eurobaromètre spécial* de 2017, 94 % des Européens considèrent qu'il est important de protéger l'environnement et 87 % d'entre eux disent s'engager personnellement : 65% affirment trier et recycler, 43% acheter des produits locaux et 35%

économiser de l'énergie. De plus, lors des dernières élections européennes, en 2019, le nombre de députés Verts/Alliance libre européenne élus au Parlement Européen a considérablement augmenté, passant de 52 à 74 sièges, ce qui traduit une conscience grandissante des citoyens européens de l'enjeu climatique et environnemental. Selon les estimations de l'institut Ipsos, 25 % des 18-24 ans en France ont voté pour les Verts, et le mouvement écologiste *Fridays For Future*, lancé par Greta Thunberg en août 2018, atteste d'une dynamique en majorité portée par la jeunesse.

Néanmoins, il est nécessaire de souligner que les chiffres officiels, qui prennent en compte les quantités de GES émises sur le territoire, c'est-à-dire les émissions territoriales, ne comptabilisent pas les émissions de GES associées aux biens et services importés, pour les consommations intermédiaires des entreprises ou pour usage final des ménages. Cependant, la carte sur les gaz à effet de serre ci-dessus indique bien les émissions liées à la consommation. De fait, alors que les émissions territoriales de la France ont diminué de 7% entre 2000 et 2010 et celles de l'UE de 6%, son empreinte carbone a augmenté de 15% et celle de l'UE de 9% durant cette période.

De quoi s'agit-il ?

L'empreinte carbone représente la quantité de gaz à effet de serre (GES) induite par la demande finale intérieure d'un pays (consommation des ménages, administrations publiques, organismes à but non lucratifs, investissement), que ces biens ou services soient produits sur le territoire national ou importés.

L'empreinte carbone est donc constituée de trois sous-ensembles, A, B, C :

A : des émissions directes de GES des ménages (principalement liées à la combustion des carburants des véhicules particuliers et la combustion d'énergies fossiles pour le chauffage des logements) ;

B : des émissions de GES issues de la production intérieure de biens et de services destinée à la demande intérieure (c'est-à-dire hors exportations) ;

C : des émissions de GES associées aux biens et services importés, pour les consommations intermédiaires des entreprises ou pour usage final des ménages.

En tenant compte du contenu en gaz à effet de serre des importations, l'empreinte carbone permet d'apprécier les pressions sur le climat de la demande intérieure française quelle que soit l'origine géographique des produits consommés. (Définition de l'Insee)

A cause de cette différence de comptabilisation, la représentation de l'équilibre mondial des émissions est déformée, car **l'impact des délocalisations et des productions réalisées sur le territoire des pays émergents mais qui sont destinées à l'importation n'est pas pris en compte.**

En outre, le protocole de Kyoto n'a pas été ratifié ou même signé dans des pays qui émettent

de manière conséquente, comme la Chine (29,2% des émissions mondiales en 2016) et les États-Unis (14% en 2016). La sortie des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat, décidée par le président américain Donald Trump, engagée en 2019, est également un signe d'une difficulté à mener une action globale face au risque climatique. Durant sa campagne électorale, J. Biden - entré à la Maison blanche le 20 janvier 2021 - a annoncé un retour des États-Unis dans l'Accord de Paris.

Le marché du carbone créé par l'Union européenne a pour but de réduire les émissions de GES en incitant les entreprises à innover dans des modes de production moins polluants. Des quotas d'émission de carbone sont attribués aux entreprises, et les plus polluantes sont libres d'acheter les quotas non utilisés d'autres entreprises moins polluantes. Le prix d'une tonne de carbone sur le marché européen du carbone a longtemps été trop faible pour que le système soit efficace (il doit dépasser 20 euros). En effet, pour que les entreprises recherchent des modes de production moins polluants, le prix des tonnes de carbone émises doit être supérieur au coût que représenterait une transition vers des modes de production plus écologiques. Néanmoins en 2018, son prix a dépassé les 20 euros contre 5 en 2012.

Au sein de l'Union européenne, le degré d'implication dans les mesures climatiques semble dépendre à la fois des capacités et de la volonté politique de chaque pays. Les contributions à l'engagement international pour les dépenses liées au climat au sein de l'Union européenne sont disparates car elles dépendent du Produit Intérieur Brut (PIB) des États membres.

Les disparités entre les pays de l'UE face à la problématique climatique est aussi une question de volonté politique. Lors du Conseil Européen de 2019, l'UE a décidé de s'engager vers une neutralité carbone d'ici 2050, mais a rencontré l'opposition de la Pologne, qui demeure très dépendante du charbon et pour laquelle la transition serait plus coûteuse et ardue, et était soutenue au départ par la République Tchèque, l'Estonie et la Hongrie. Ces dissensions révèlent une certaine fracture entre Ouest et Est de l'Europe, où la crainte d'un impact économique et social fort dû à la transition écologique est bien présente.

A l'échelle citoyenne aussi, des disparités sont visibles. En effet, bien que, d'après l'*Eurobaromètre spécial* de 2017, plus de 60 % des Européens interrogés considèrent que ni les gouvernements nationaux ni l'UE n'en font assez pour protéger l'environnement, quatre personnes sur cinq en Allemagne et aux Pays-Bas sont en faveur d'une prise de décisions commune, contre une personne sur deux en Croatie, en Roumanie et en République Tchèque. De plus, des pays d'Europe de l'Est comme la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie ou la Bulgarie n'ont pas élu de député vert au Parlement Européen durant les élections de 2019. Ces disparités traduisent des variations de la conscience écologique au sein de l'Union européenne. Les populations des pays d'Europe de l'Est et de certains pays du Sud de l'Europe semblent ainsi, à cette date, moins préoccupées par la question climatique.

Selon le communiqué de presse du 8 octobre 2018 du GIEC, pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, les émissions mondiales nettes de CO₂ d'origine anthropique devraient être réduites d'environ 45 % par rapport aux niveaux de 2010 d'ici à 2030, et il faudrait atteindre un « bilan nul » des émissions aux alentours de 2050". Il s'agit alors de s'interroger sur l'efficacité de la transition d'un système de croissance capitaliste à un système de croissance verte. Cette dernière serait-elle vraiment efficace pour tenter de limiter le dérèglement climatique et les catastrophes qu'il entraînera ? Ou faut-il imaginer un nouveau

système ne reposant plus sur la croissance mais simplement sur les besoins principaux des hommes ? Il reste à évaluer comment la COVID-19 va redistribuer à plusieurs échelles les représentations, les priorités, les ressources - y compris budgétaires - et les usages des différents acteurs.

Copyright Mars 2021-Médard-Roney-Fourquier/Diploweb.com

Sources :

. Données Eurostat :

https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/sdg_13_50/default/bar?lang=fr

. Global Carbon Project : <http://www.globalcarbonatlas.org/en/CO2-emissions>

. Ministère de la transition écologique et solidaire, "Chiffres clés du climat : France, Europe et Monde", édition 2019 :

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2019-05/datalab-46-chiffres-cles-du-climat-edition-2019-novembre2018.pdf>

. Commission européenne : "Sondage sur l'environnement : les citoyens ont confiance dans l'UE, mais en attendent plus" :

https://ec.europa.eu/environment/efe/news/environment-poll-citizens-trust-eu-expect-more-2018-01-25_fr

. Commission européenne, Rapport Eurobaromètre 47.0, "L'Europe des consommateurs : Les citoyens face aux problèmes d'environnement" :

https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/archives/ebs/ebs_110_environ_fr.pdf

. *Le Taurillon*, "Prise de conscience écologique : la double surprise des élections européennes", Sarah Bronsard, 9 décembre 2019

<https://www.taurillon.org/prise-de-conscience-ecologique-la-double-surprise-des-elections>

. *Toute L'Europe*, "Percée des Verts aux européennes : "Un magnifique message d'avenir", selon Yannick Jadot", Marie Guitton, 27 mai 2019 :

<https://www.touteleurope.eu/actualite/percee-des-verts-aux-europeennes-un-magnifique-message-d-avenir-selon-yannick-jadot.html>

. *Telos*, "La conscience verte européenne", Julien Damon, 2 décembre 2019 :

<https://www.telos-eu.com/fr/societe/la-conscience-verte-europeenne.html>

. *Le Parisien*, "Européennes : la jeunesse française de plus en plus verte", Ronan Tésorière, 27 mai 2019 :

<https://www.leparisien.fr/politique/europeennes-la-jeunesse-francaise-de-plus-en-plus-verte-27-05-2019-8080641.php>

. *Toute L'Europe*, "Émissions de CO2, marché carbone... comment l'Union européenne tente de lutter contre le changement climatique", 19 novembre 2019 :

<https://www.touteleurope.eu/actualite/emissions-de-co2-marche-carbone-comment-l-union-europeenne-tente-de-lutter-contre-le-changement-cl.html>

. Institute for Climate Economics, L'état du marché carbone européen, édition 2019 :

<https://www.i4ce.org/download/letat-du-marche-carbone-europeen-edition-2019/>

. Ministère de la Transition écologique, Marchés du carbone :

<https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/marches-du-carbone>

. *Le Figaro*, "Finance responsable : bienvenue sur le marché du carbone", Thomas Lestavel, 5

mai 2020 : <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/bienvenue-sur-le-marche-du-carbone-20200505>

. Réseau Action Climat, "Les émissions importées : le passager clandestin du commerce mondial", avec le soutien de l'Ademe, 2013 :

<https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2017/04/Les-e%CC%81missions-importe%C%81es-le-passager-clandestin-du-commerce-mondial-.pdf>

. Ministère de la Transition écologique, "Accord de Paris et cadre international de lutte contre le changement climatique", 25 mai 2018 :

<https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/accord-paris-et-cadre-international-lutte-contre-changement-climatique>

. Ministère de la Transition écologique, "Mécanismes internationaux et nationaux de réduction des émissions", 21 septembre 2017 :

<https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/mecanismes-internationaux-et-nationaux-reduction-de-s-emissions>

. Parlement Européen : Résultats des élections de 2014 :

<https://europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-des-elections/2014-2019/parlement-sortant/>

. Parlement européen : Résultats des élections de 2019 :

<https://europarl.europa.eu/election-results-2019/fr>

. *Le Parisien*, "Climat : l'Union européenne s'engage pour la neutralité carbone... sans la Pologne", Ava Djamshidi, 13 décembre 2019 :

<https://www.leparisien.fr/environnement/climat-l-union-europeenne-s-engage-pour-la-neutralite-carbone-sans-la-pologne-13-12-2019-8217018.php>

. *Le Monde*, "Sommet européen : accord partiel sur la neutralité carbone d'ici à 2050", 13 décembre 2019 :

https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/12/13/sommet-europeen-accord-sur-la-neutralite-carbone-d-ici-a-2050_6022689_3244.html

. *Le Monde*, "Cinq cartes qui montrent l'impact du charbon en Europe", Audrey Garric, 10 septembre 2015 :

<https://www.lemonde.fr/energies/article/2015/09/11/cinq-cartes-qui-montrent-l-impact-du-char>

[bon-en-europe_4752060_1653054.html#:~:text=%C3%89nergies-.Cinq%20cartes%20qui%20montrent%20l'impact%20du%20charbon%20en%20Europe,de%20s erre%20du%20Vieux%20Continent.](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/11/pr_181008_P48_spm_fr.pdf)

. Communiqué de presse du GIEC du 8 octobre 2018 :

https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/11/pr_181008_P48_spm_fr.pdf

P.-S.

Amandine Médard, Eléna Roney et Jeanne Fourquier sont étudiantes en Khâgne à la Prépa Blomet ENC (Paris). Les auteures remercient Julien Bueb - docteur en sciences économiques et spécialiste des sujets environnementaux, analyste au Haut Conseil pour le Climat - pour son aide, les éclairages qu'il a apporté à la réflexion et pour le temps qu'il a consacré à répondre à leurs questions.